



iesd

Institut d'études
de stratégie et
de défense

Faculté de droit
Université Jean Moulin - Lyon III

NOVEMBRE 2020

La construction politique du consensus nucléaire français

Yannick Pincé

NOTE DE RECHERCHE

Pensée stratégique



Photographie : Marche du Groupe d'action et de résistance à la militarisation,
de Lyon au Mont-Verdun, contre la force de frappe nucléaire.
©GDeschenes, Wiki Commons

A propos de l'IESD

L'**Institut d'études de stratégie et de défense (IESD)** est une structure de recherche universitaire créée en 2018 et spécialisée dans le champ des études stratégiques. Soutenu par l'Université de Lyon (UdL), l'IESD appartient à la **faculté de droit de l'université Jean Moulin – Lyon III**. L'institut accueille une équipe multidisciplinaire de chercheurs lyonnais et extérieurs (droit, science politique, gestion, économie, sociologie, histoire), et fédère autour d'elle un réseau d'experts, de chercheurs, de doctorants et d'étudiants spécialisés dans l'étude des interactions conflictuelles contemporaines.

L'IESD est actuellement partie prenante de la candidature à la **labellisation « Centres nationaux d'excellence défense » de la DGRIS** (Ministère des armées), dans le cadre d'un programme de recherche intitulé « *L'interconnexion des capacités stratégiques hautes (puissance aérienne, espace, nucléaire, défense anti-missiles) : conséquences politiques et opérationnelles des couplages capacitaires de haute intensité dans les espaces homogènes et les Contested Commons* ».

Directeur de l'IESD : **Olivier Zajec** ; maître de conférences en science politique habilité à diriger les recherches (HDR), faculté de droit, Université Jean Moulin-Lyon 3 (Université de Lyon)

Site web : <https://iesd.univ-lyon3.fr/>

Contact : iesd.contact@gmail.com

IESD – Faculté de droit
Université Jean Moulin – Lyon III
1C avenue des Frères Lumière – CS 78242
69372 LYON CEDEX 08

Yannick Pincé, « La construction politique du consensus nucléaire français », Note de recherche de l'IESD, coll. « Pensée stratégique », n°5, novembre 2020.

Résumé

La recherche stratégique et l'historiographie mettent en avant l'idée d'un consensus national français sur la politique étrangère et de sécurité à partir du ralliement de la gauche à la force de frappe à la fin des années 1970. Cette note de recherche interroge ce paradigme du consensus en analysant le processus d'acceptation de l'arme nucléaire par les forces politiques qui y étaient opposées. Elle fait le constat qu'il n'y a, en réalité, jamais eu d'opposition de principe de la part des dirigeants de la gauche française à l'arme nucléaire en elle-même mais qu'accepter la force de frappe ne fait pas un consensus puisque des divergences demeurent au niveau de l'opinion publique et entre les forces politiques françaises notamment en ce qui concerne la doctrine stratégique. L'adhésion à la dissuasion nucléaire se fait donc plus tard que les ralliements des années 1970. L'échec du mouvement pacifiste français contre la double décision en raison d'une attitude ambiguë du PCF et l'échec de la droite à contrer François Mitterrand sur les questions de sécurité, permettent à ce dernier de se poser en garant de la doctrine stratégique dite gaulliste et homme du consensus au moment de sa réélection en 1988.

Abstract

Most scholarship admit there has been a consensus about foreign and security policy in France since the late 1970s when the left-wing parties accepted the atomic bomb. This research note intends to question the consensus paradigm by analysing the nuclear weapon acceptation process in the political forces that were opposed to it. It states there never was any opposition against the nuclear weapon itself among the French left parties' leaders. But, accepting the atomic bomb did not build any consensus because important differences remained in the public opinion and between the political parties in the field of the strategic doctrine. It is long than the 1970s that we can observe a real acceptance of nuclear deterrence. Indeed, the first Mitterrand term knew a fail of the French peace movement against the NATO double track decision because of the ambiguities of the communist party. The right-wing also failed to counter President François Mitterrand on the security issues. The failure of the right and the communist growing opposition created a situation in which the socialist president appeared as keeper of the consensus on the strategic doctrine named as Gaullist. In 1988, as a man of consensus he won his re-election.

A propos de l'auteur

Yannick Pincé est professeur agrégé d'histoire-géographie en CPGE au lycée Jean-François Millet de Cherbourg-en-Cotentin. Doctorant en histoire contemporaine à l'université Paris 3 Sorbonne Nouvelle (ICEE – ED 625) sous la direction du Pr. Frédéric Bozo, il rédige une thèse de doctorat sur le débat stratégique français dans les années 1980.

yannick.pince@ac-normandie.fr

Les opinions exprimées dans les publications de l'IESD n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Table des matières

La construction politique du consensus nucléaire français	5
D'un apparent consensus à l'autre : les forces politiques françaises et le nucléaire militaire de 1945 aux années 1970.....	7
Les ambiguïtés nucléaires de la gauche française	7
Le ralliement de la gauche et du centre à la bombe est-t-il un nouveau consensus nucléaire français ?	9
La sacralisation de la doctrine stratégique dite gaulliste	13
L'échec du mouvement pacifiste français : un pas vers le consensus	15
Les communistes contraints de soutenir la politique des gouvernements Mauroy	15
Le rôle modérateur du PCF	16
Une rencontre entre mobilisation intellectuelle et fermeté de François Mitterrand ?.....	17
La droite, la première cohabitation et la construction effective du consensus	19
La critique de droite contre l'incompétence de la gauche sur les questions de défense	19
François Mitterrand défend ses prérogatives lors de la cohabitation grâce à la coopération franco-allemande	20
Le « gaullo-mitterrandisme » face aux divisions de la droite	22
Conclusion	24
Bibliographie	25
Sources.....	26

La construction politique du consensus nucléaire français

D'autres commentaires vont cependant plus avant dans l'analyse. On les trouve sous la plume d'hommes ayant une sensibilité de gauche et, curieusement, ils ne paraissent pas remettre en cause l'arme nucléaire en soi, plutôt une certaine conception de son éventuel usage.

Bernard Guillerez, *Revue de Défense Nationale*, janvier 1981¹.

Dans l'historiographie de la crise des euromissiles, la France apparaît comme un cas exceptionnel. Elle détient son propre arsenal nucléaire et refuse depuis Charles de Gaulle, l'intégration militaire dans l'OTAN tout en restant membre de l'Alliance atlantique². Au début des années 1980, elle est peu touchée par le mouvement pacifiste anti-nucléaire qui proteste contre le déploiement des Pershing-2 et missiles de croisière en application de la double décision de l'OTAN prise en 1979. Encore plus surprenante est l'attitude du nouveau pouvoir élu en 1981 basé sur une majorité socialiste ouverte aux communistes. Le président François Mitterrand agit pourtant comme l'un des principaux soutiens de l'Alliance atlantique et de la mise en œuvre de la double décision, en particulier par son appui aux conservateurs ouest-allemands contre le mouvement pacifiste dans lequel sont pourtant engagés ses alliés politiques du parti social-démocrate d'Allemagne (SPD).

Les contemporains comme les chercheurs ont expliqué cette particularité par l'existence en France d'un consensus sur les orientations stratégiques et la politique extérieure³. Il serait le fruit d'une évolution politique, celle des partis de la gauche française, parti communiste français (PCF) puis parti socialiste (PS) acceptant en 1977 puis 1978 la dissuasion nucléaire. Ainsi, la campagne présidentielle de 1981 voit les questions stratégiques mises de côté ce qui semble convaincre que l'assentiment général est installé. Ce consensus ne reçoit pourtant pas de définition alors qu'il devient un objet de combat politique, un argument. Tout choix stratégique débattu et contesté se voit opposé le risque de mettre à mal le consensus. Le seul à en avoir tenté une définition est François Mitterrand avant son accession au pouvoir lors du débat du 20 décembre 1979 sur une motion de censure déposée par le PCF contre le gouvernement de Raymond Barre accusé de soutenir la double décision de l'OTAN :

la France fait partie de l'Alliance atlantique. Elle ne participe pas au commandement intégré de l'OTAN. Elle dispose d'un pouvoir de décision et d'une force atomique autonomes. Elle entretient des relations d'amitié avec l'URSS. Elle refuse le réarmement nucléaire allemand.

¹ L'auteur commente les réactions à une émission télévisée sur la dissuasion nucléaire avec intervention du président Giscard d'Estaing le 18 novembre 1980, cf. GUILLEREZ Bernard, « Défense à travers la presse », *Revue de Défense Nationale*, janvier 1981, p. 150.

² Ceci entraîne une coopération militaire très poussée sans subordination, manifestation logique du maintien de la solidarité avec les alliés, qui prévoit à partir des accords Ailleret-Lemnitzer de 1967 les conditions d'engagements du corps de bataille français en Centre-Europe, cf. BOZO Frédéric, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Masson, Paris, 1991, p. 99.

³ Quelques exemples de publications récentes : GOLDSTEIN Avery, *Deterrence and Security in the 21st century. China, Britain, France, and the enduring legacy of a nuclear revolution*, Stanford University Press,

Stanford, 2000, pp. 183-184. HAUPAIS Nicolas, « Introduction », HAUPAIS Nicolas (dir.), *La France et l'arme nucléaire* éditions du CNRS, Paris, 2018, p. 15. BOUREILLE Patrick, « La communication de l'exécutif français autour de l'outil de dissuasion 1945-2015 », *Stratégique*, n°118, 2018, p. 91. AACHEAR, *La dissuasion française*, La documentation française / PUF, Paris, 2017, pp. 3 et 29-42. TERTRAIS Bruno et GUISEL Jean, *Le Président et la bombe*, Odile Jacob, Paris, 2016, p. 102. SAUNIER Georges et VIAL Philippe (dir.), *La France et sa défense. Paroles publiques d'un président – 1981-1995*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2015, p. 45. DUBOS Jean-François, GAUTIER Louis et CHEVÈNEMENT Jean-Pierre dans LE DRIAN Jean-Yves et VÉDRINE Hubert, *François Mitterrand et la défense*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2017, pp. 41, 86 et 105, basé sur un colloque de mai 2015.

Si un consentement général a pu s'établir entre les représentants du peuple français, c'est bien sur l'ensemble de ces points.⁴

Pourtant cette campagne présidentielle de 1981 n'est qu'une parenthèse au milieu de très vifs débats qui ont porté sur la double décision, la participation de la France à une éventuelle bataille en Europe, la question d'une dimension européenne de la défense ainsi que la bombe à neutrons. Cette interruption politique du débat mérite d'être expliquée et non d'être occultée par l'idée d'un consensus. Car, si tel avait été le cas, la discussion n'aurait pas repris. Ainsi, dès les années 1980, des auteurs mettent en cause la validité de l'hypothèse d'une adhésion générale⁵.

L'alternance politique de 1981 amène au pouvoir un François Mitterrand et un PS ralliés aux grandes orientations évoquées en 1979. Ils sont face à une opposition UDF-RPR, divisée mais soucieuse des domaines régaliens de l'État ainsi que de son électoralat dans les milieux militaires. La droite se représente la gauche comme soit irresponsable soit trop faible sur les questions de défense et stratégiques voire complice indirecte de Moscou par l'alliance avec le PCF⁶. Elle use, abuse de ce cliché pour mener le combat politique. Pierre Lellouche, géopoliticien de droite et atlantiste, avant même qu'il n'entame une carrière politique, pose en 1985 la question de la réalité du consensus à la fois sur le plan politique et sur le plan pratique, c'est-à-dire la mise en œuvre de la dissuasion nucléaire en situation de crise⁷. Derrière les intérêts stratégiques

français se cachent aussi de vraies priorités de politique intérieure dans le cadre d'un débat droite / gauche renforcé.

L'exécutif, par une vraie réflexion sur les relations internationales, dans les ministères et à l'Élysée se saisit du débat stratégique. Le pouvoir y est aussi contraint par les enjeux internationaux des années 1980. La cohabitation entre un président socialiste et un premier ministre de droite entre 1986 et 1988, la volonté de répondre aux préoccupations de l'opinion devenant plus aiguës sur les questions de défense, mais aussi la possibilité d'une exploitation partisane accentuent cette tendance.

Prenant en compte ce contexte historique, cette note de recherche interroge le paradigme du consensus français sur la défense et la politique étrangère à la lumière d'un débat stratégique en interaction avec les affrontements politiques des années 1970 et 1980⁸. Elle souhaite montrer la dimension fortement politique de la construction d'un consensus qui ne s'affirmerait qu'au moment de la présidentielle de 1988 et non dès la fin des années 1970. Pour le démontrer, il est important de faire le point sur les mécanismes d'acceptation de l'arme nucléaire par les forces de gauche et du centre jusqu'aux années 1970 mais aussi de construction politique d'une doctrine stratégique attribuée à de Gaulle. Ensuite, il sera démontré que les années 1980 ne furent pas des années de consensus mais d'édification de celui-ci en raison d'intérêts et de

⁴ *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, Compte-rendu de la 2^{ème} séance du jeudi 20 décembre 1979, intervention de François Mitterrand.

⁵ Par exemple GNESOTTO Nicole, « La France, fille aînée de l'Alliance ? », LELLOUCHE Pierre (dir.), *Pacifisme et dissuasion*, Travaux et recherches de l'IFRI, IFRI, Paris, 1983, p. 283. DEPORTE A. W., « French security Policy in Its Domestic and International Settings », LE PRESTRE Philippe G., *French Security Policy in a Disarming World*, Lynne Rienner Publishers, Boulder and London, 1989, p. 9. Hubert Védrine écrit en 1996 que « ce consensus est superficiel, plus verbal que réel », cf. VÉDRINE Hubert, *Les mondes de François Mitterrand*, Fayard, Paris, 1996.

⁶ GAUTIER Louis dans LE DRIAN Jean-Yves et VÉDRINE Hubert (dir.), *François Mitterrand et la défense*, Nouveau Monde éditions et Ministère de la Défense, Paris, 2017,

p. 49. Il y a un parallèle entre la critique en incompetence de la gauche sur les questions économiques et sur la défense, cf. FULLA Mathieu, *Les Socialistes français et l'économie (1944-1981)*, Presses de Sciences Po, Paris, 2016, pp. 393-398 et 404. Ces attaques sont très nettes lors du débat de la loi de programmation militaire 1984-1988, cf. *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, Comptes-rendus de la 1^{ère} et de la 2^{ème} séance du jeudi 19 mai 1983.

⁷ LELLOUCHE Pierre, *L'Avenir de la guerre*, Mazarine, Paris, 1985, pp. 22-24.

⁸ Cette note de recherche reprend la problématique et les grandes lignes de la thèse de doctorat de l'auteur, en cours de rédaction, sous la direction du Pr. Frédéric Bozo.

circonstances politiques intérieurs. Cela amène à s'interroger sur le rôle du PCF engagé à la fois dans le gouvernement et dans le mouvement pacifiste. Le même questionnement doit s'appliquer à l'UDF et au RPR, dans l'opposition puis rappelés aux responsabilités lors de la première cohabitation. C'est par leur attitude et leurs critiques à l'égard du pouvoir que, communistes comme forces de droite, confortent la posture gaullienne de François Mitterrand qui peut se présenter à l'élection de 1988 comme l'homme du consensus.

D'un apparent consensus à l'autre : les forces politiques françaises et le nucléaire militaire de 1945 aux années 1970

Les ambiguïtés nucléaires de la gauche française

En France, parmi les différentes réactions politiques, intellectuelles et médiatiques au bombardement d'Hiroshima, on retient couramment celle d'Albert Camus évoquant une « angoisse nouvelle » dans un éditorial de *Combat* le 8 août 1945. En réalité, l'ensemble de la presse et l'opinion est enthousiaste et admiratif des possibilités de cette nouvelle énergie « pacificatrice » y compris dans les milieux communistes. Dans *L'Humanité* du 10 août, Frédéric Joliot, membre du PCF, prix Nobel de chimie 1935 avec son épouse Irène, fille de Pierre et Marie Curie, revendique la part des recherches françaises dans la réalisation de la bombe. Joliot est le symbole d'une unanimité de l'opinion française en faveur de l'énergie atomique. En 1946, il est nommé premier haut-commissaire du nouveau Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA). Cette position des communistes permet un apparent premier consensus politique français sur le nucléaire, défendu au nom de la France par Alexandre Parodi à la commission de l'énergie atomique de l'ONU : développement des recherches nucléaires civiles, refus d'un programme militaire. Le communiste Joliot dans ce contexte de guerre froide naissante

et d'émergence d'un mouvement pacifiste lié à Moscou est la garantie de cet apparent consensus permettant l'« émergence du paradigme nucléaire⁹ » français selon Robert Bélot. Cette adhésion n'est pourtant qu'illusoire étant donné l'existence de personnalités politiques et de responsables militaires attachés à l'éventualité d'un programme militaire.

Avec les débuts de la guerre froide et la mise en place d'alliances occidentales de 1948 à 1950, l'apparent consensus se brise dans le développement du mouvement pacifiste sous influence soviétique. L'hostilité est tournée contre les armes nucléaires occidentales. Joliot, devient président du mouvement des partisans de la paix, lequel rédige lors de son rassemblement mondial « l'Appel de Stockholm » qui demande l'interdiction de l'arme atomique et déclare coupable de crime contre l'Humanité tout pouvoir qui y aurait recours. Il franchit la ligne rouge : Georges Bidault, président du conseil, lui signifie qu'il doit quitter le CEA.

Le tournant est pris, la IV^{ème} République peut commencer un programme de recherche, au départ secret, qui conduit à la mise en place de la force de frappe dans les années 1960. La condamnation communiste de ces recherches est ambiguë et difficilement tenable. Ainsi, lorsque la V^{ème} République gaullienne complète son dispositif avec la réalisation de bombes A puis H, de bombardiers nucléaires ainsi que le développement de projets de sous-marins et de missiles sol-sol, le PCF peut difficilement condamner à la fois la force de frappe et défendre l'arme nucléaire soviétique. Le Mouvement de la paix, organisation née de l'appel de Stockholm est en crise au début des années 1960 au moment où l'URSS décide d'une nouvelle série d'essais nucléaires qui culmine avec l'explosion le 30 octobre 1961 de la Tsar Bomba de 57 Mt, plus puissante arme nucléaire jamais conçue¹⁰. Le parti et le Mouvement de la paix sont également gênés en 1964 par la première explosion atomique chinoise. Pourtant, des dirigeants du PCF comme André Vieuguet estiment que celui-ci devrait claire-

⁹ BELOT Robert, *L'Atome et la France. Aux origines de la technoscience française*, Odile Jacob, Paris, 2015, p. 242.

¹⁰ « Les expériences nucléaires soviétiques provoquent une crise au Mouvement de la paix », *Le Monde* du 10 octobre 1961.

ment affirmer que « la bombe dans les mains d'un État socialiste, c'est pas la bombe (sic.) dans les mains des militaristes allemands¹¹ ». Il dénonce même une forme de discrimination dans le processus d'*arms control* engagé entre les États-Unis et l'Union soviétique visant à empêcher l'émergence de forces tierces.

Au seuil des années 1970, la condamnation communiste du nucléaire militaire existe toujours mais est considérablement affaiblie. Les crédits militaires et le choix de l'armement nucléaire sont votés au parlement par les lois de programme militaire 1960 et 1964. L'opposition centriste et de gauche y est très forte, mais le PCF se contente de

courtes interventions confinant à un véritable service minimum. La condamnation de la bombe pour elle-même n'est plus une priorité. Le Mouvement de la paix a pris l'habitude de protester contre les guerres coloniales en Indochine puis en Algérie. De plus, tant l'URSS que les communistes français ont des sympathies pour la politique étrangère gaullienne d'autonomie avec sortie du commandement intégré de l'OTAN en 1966. Le PCF peine à condamner un programme nucléaire qui est en grande partie une réalisation nationale¹². Enfin, il est difficile de s'associer aux critiques des autres forces de gauche et du centre, lesquelles privilégient une position atlantiste sous protection améri-



Maître Jean-Jacques de Felice, Théodore Monod, le pasteur René Cruse et Yvon Montigné, le 19 juin 1971, en tête de la marche du Groupe d'action et de résistance à la militarisation, de Lyon au Mont-Verdun, contre la force de frappe nucléaire.

©GDeschenes, Wiki Commons

¹¹ Archives PCF, 4 AV 580, intervention d'André Vieuguet, comité central du 6 novembre 1964 à Bagnolet.

¹² Entretien téléphonique avec Anicet Le Pors, ministre communiste de la fonction publique et des réformes

administratives de 1981 à 1983 puis secrétaire d'État en 1983-1984, 22 octobre 2018.

caine voyant dans la force de frappe une briseuse d'alliances.

La gauche socialiste et non communiste, n'est pas non plus exempte d'ambiguïtés quant à son attitude vis-à-vis du nucléaire militaire. Sous la IV^{ème} République, l'éventualité de réaliser une bombe atomique demeure officiellement écartée comme le soutient le socialiste Jules Moch en 1952 lors du vote d'un premier plan nucléaire quinquennal. Il fait repousser un amendement communiste visant à interdire l'usage des matériaux fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires. Pour ce faire, il assure que l'amendement est inutile puisque le plan débattu n'a pas cet objectif¹³. Pierre Mendès France donne cependant son aval à la poursuite des recherches communes à l'armement et au civil et crée les institutions nécessaires aux applications militaires, y compris la réalisation d'un centre d'essais dans le Sahara. Il émet également la possibilité, comme son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand d'une arme nucléaire européenne¹⁴. Ces orientations sont confirmées en 1956 par Guy Mollet, lequel fait clairement le choix militaire en confiant au CEA les recherches sur un sous-marin à propulsion nucléaire, les études sur une usine de séparation isotopique et la préparation des essais. Fin 1956, il commande les études du premier bombardier atomique français, le Mirage IV¹⁵. Pourtant, aucune de ces décisions n'est assumée au moment où elles sont prises, ni même *a posteriori*, que ce soit par Pierre Mendès France ou par Guy Mollet, lequel s'était engagé, lors de son entrée en fonction, à ne jamais développer un programme militaire nucléaire.

La gauche non communiste peut sortir de son ambiguïté avec le retour au pouvoir de Charles de Gaulle mettant en place la V^{ème} République en 1958. Elle condamne à la fois le régime présidentiel et la

mise en place de la force de frappe. Pourtant, dès la IV^{ème} République des personnalités comme Charles Hernu, alors membre du parti radical de centre-gauche, sont sensibles à un armement nucléaire français. François Mitterrand l'est lui-même, dissimulant à la fois son ralliement au caractère présidentiel du nouveau régime et son intérêt pour l'arme nucléaire dans l'objectif de devenir le *leader* de l'opposition de gauche au général de Gaulle pour supplanter Pierre Mendès France et Gaston Defferre, potentiel candidat à la présidentielle 1965 sur une alliance avec le centre¹⁶. La manœuvre réussit et c'est Mitterrand qui se porte candidat unique de l'ensemble des forces de gauche, communistes compris. En 1971, au congrès d'Épinay, il parvient à intégrer l'essentiel de la gauche non communiste dans le nouveau Parti Socialiste.

Le ralliement de la gauche et du centre à la bombe est-t-il un nouveau consensus nucléaire français ?

Les années 1970 sont marquées par le ralliement progressif à la bombe de la quasi-totalité des forces politiques qui s'y sont opposées dans les années 1960, alors que seuls les gaullistes suivaient le chef de l'État. La première étape est la conclusion de l'union de la gauche le 27 juin 1972 entre le PCF, le PS et le mouvement des radicaux de gauche (MRG). Le programme commun de gouvernement conclu prévoit « la renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique¹⁷ » mais comporte implicitement une acceptation des armes tactiques et la non destruction des stocks existants. François Mitterrand, Charles Hernu, Jean-Pierre Chevènement¹⁸ et la commission de la défense du parti socialiste préparent une conversion progressive à la dissuasion nucléaire de ce dernier. Ils agis-

¹³ *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, Compte-rendu de la 1^{ère} séance du jeudi 3 juillet 1952, intervention de Jules Moch.

¹⁴ MONGIN Dominique, *La Bombe atomique française 1945-1958*, Bruylant, Bruxelles, 1997, pp. 308-343.

¹⁵ MONGIN, *La Bombe...*, pp. 430-435, 437-438 et 449-450.

¹⁶ WINOCK Michel, *François Mitterrand*, Folio histoire, Paris, 2015, pp. 154-157 et 160-162.

¹⁷ PCF et PS, *Programme commun de gouvernement du parti communiste et du parti socialiste*, Éditions Sociales, Paris, 1972, p. 171.

¹⁸ Il dirige le Centre d'Études, de Recherches et d'Éducation Socialiste (CERES), tendance gauche, marxiste, du PS, attachée à l'indépendance nationale et tentée par le neutralisme dans la guerre froide.

sent par le biais de réunions régulières, de journées d'études et d'interventions fréquentes dans la presse. Charles Hernu préside la commission de la défense du parti ainsi que les conventions pour l'armée nouvelle chargées d'associer les milieux militaires à la réflexion socialiste. Alors que l'opposition à l'armement nucléaire est encore forte, il est le premier en 1973 à défendre publiquement la construction d'un consensus, qu'il estime nécessaire, sur les questions de défense car celles-ci appartiennent à l'ensemble de la Nation¹⁹. Il propose que le PS défende une indépendance nationale basée sur la dissuasion nucléaire avec fidélité aux alliances.

Pour les deux principaux partis de la gauche française, la possibilité de gouverner en gagnant les élections législatives de 1978 accélère les échéances. Le PCF voit son bureau politique demander au comité central, sans discussion interne, le ralliement à la dissuasion nucléaire le 11 mai 1977²⁰. Il convient de décider clairement ce que l'éventuel gouvernement de gauche compte faire de la force de frappe. En réalité, il s'agit d'acter un développement majeur du nucléaire militaire au détriment des forces conventionnelles qui a rendu l'armement nucléaire stratégique « irréversible²¹ », tel que le souhaitait Pierre Messmer, ministre des armées du général de Gaulle. C'est Jean Kanapa, proche conseiller du secrétaire général Georges

Marchais, partisan d'un *aggiornamento* du parti qui est à la manœuvre. Il s'agit de manifester une certaine indépendance vis-à-vis de Moscou dans le contexte de l'eurocommunisme. Ceci est d'autant plus nécessaire que l'effet Soljenitsyne se développe avec la parution de *L'Archipel du goulag* en 1973 et l'expulsion d'URSS de son auteur en 1974. Les intellectuels et l'opinion publique française deviennent de plus en plus hostiles à l'URSS. Les communistes, à la veille de la renégociation du programme commun, attendent également un geste équivalent des socialistes vis-à-vis de Washington. Le PCF entend aussi, en cas d'accession au pouvoir, se faire accepter des cadres de l'armée par crainte d'un « syndrome chilien²² ». Il s'agit surtout de se poser en parti politique responsable ne pouvant plus nier la réalité de la force nucléaire française constituée de bombardiers, sous-marins et missiles sol-sol. Celle-ci a été édifée par les ouvriers des arsenaux et usines d'armements dont beaucoup sont communistes et syndiqués à la CGT. Ils risquent de subir des restructurations en cas d'abandon du nucléaire militaire²³.

¹⁹ HERNU Charles, « Une question de fond au-delà d'un programme de législature », *Le Monde* du 21 juillet 1973. Cf. également HERNU Charles, *Soldat-citoyen, essai sur la défense de la France*, La rose au poing, Flammarion, Paris, 1975, pp. 101-105

²⁰ KANAPA Jean, *Défense nationale, indépendance, paix et désarmement*, Rapport au comité central du 11 mai 1977, PCF, 1977.

²¹ « La politique militaire française est maintenant irréversible écrit M. Messmer », *Le Monde* du 28 février 1968.

²² Le coup d'État militaire qui met fin brutalement à l'expérience de la gauche chilienne au pouvoir traumatise la gauche française. Les socialistes et surtout les communistes craignent qu'une victoire de l'union de la gauche ne suscite une réaction équivalente des armées en France, cf. BUFFOTOT Patrice, *Le socialisme français et la guerre*, Bruylant, Bruxelles, 1998, p. 356. En 1973, Jacques Duclos, candidat communiste à la présidentielle 1969, confie à Pierre Juquin, membre du comité central :

« Allende s'est fait des illusions sur la loyauté de l'armée. C'est un avertissement pour nous-mêmes », cf. JUQUIN Pierre, *De battre mon cœur n'a jamais cessé. Mémoires*, l'Archipel, Paris, 2006, p. 220. Cette préoccupation conduit le PCF à une politique de rapprochement avec les armées par la création du bulletin *Correspondance Armée Nation* en 1975, la multiplication des contacts entre élus locaux communistes - plus nombreux dans les années 1970 - et les militaires installés dans leurs circonscriptions ainsi que la participation à la réflexion stratégique à partir de 1976, cf. Archives PCF, comité central du 11 mai 1977, 4 AV 2254 Pierre Juquin, 4 AV 2255 Louis Baillot, 4 AV 2255 René Andrieu et Georges Valbon, 4 AV 2257 Jean Kanapa. KLEIN Jean, « La gauche française et les problèmes de défense », *Politique étrangère*, n°5, 1978, p. 519.

²³ *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, Compte-rendu de la 2^{ème} séance du mardi 25 mai 1976, intervention de Pierre Pranchère.

Ce choix provoque des frictions avec la direction socialiste lors de la renégociation du programme commun en 1977 car ces derniers refusent de l'inscrire dans le nouveau projet puisque les communistes affichent un ralliement teinté d'indépendance nationale. Pour les socialistes la dissuasion communiste est trop détachée de l'Alliance atlantique. Leur principale crainte est cependant que cela perturbe les équilibres internes au parti socialiste au moment où se prépare un vote interne de ralliement à la dissuasion nucléaire. Sur ce point, un accord des négociateurs socialistes avec les communistes prendrait de front les convictions pacifistes et anti autoritaires de nombreux militants du PS. La rupture de l'union de la gauche à l'automne 1977 permet ainsi le ralliement des socialistes lors de la convention nationale du 8 janvier 1978 dans un texte très subtil, voté par la majorité des adhérents, faisant le lien entre la défense populaire mise en avant par Jean Jaurès dans *L'Armée Nouvelle* en 1910 et une dissuasion nucléaire manifestation de cette volonté populaire, en somme, la Nation prête au sacrifice²⁴. Surtout, le document accepté est un plaidoyer pour le désarmement nucléaire mondial pour lequel un gouvernement de gauche s'engage à prendre des initiatives, mais « en attendant que soient connues les positions des autres puissances, cet armement sera maintenu en état²⁵ ». Le document est si finement rédigé que nombre de militants votent à la fois pour cette résolution et pour un amendement anti-nucléaire, rejeté cependant. Ceux qui acceptent ces deux textes n'y voient aucune contradiction.

Alors que l'appel des responsabilités fait basculer la gauche, les forces centristes hostiles à la bombe l'ont déjà acceptée lorsqu'elles ont accédé au pouvoir avec l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République en 1974. La première crise de la première présidence non gaulliste de la V^{ème} République est nucléaire en raison de l'arrivée au gouvernement, au poste de ministre des réformes, de Jean-Jacques Servan-Schreiber antinucléaire notoire, ayant participé à un commando contre les essais en Polynésie en juin

juillet 1973. Le nouveau ministre est nommé le 27 mai 1974, le président annonce le 8 juin une reprise des essais nucléaires atmosphériques. Le jour même, Jean-Jacques Servan-Schreiber proteste puis doit démissionner le lendemain au nom de la solidarité gouvernementale. Le gouvernement comporte d'autres personnalités qui avaient manifesté leur hostilité à la force de frappe dans les années 1960 au premier rang desquelles le chef du mouvement centriste, candidat à la présidence de la République en 1965 et nouveau ministre de la justice, Jean Lecanuet. Son silence vaut *ipso facto* ralliement et, avec lui, celui des centristes, à la dissuasion nucléaire.



Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1973 lors d'un congrès du Mouvement Réformateur
©Wiki Commons

²⁴ Déclaration de Jean Paucot dans *Le Monde* des 24-25 juillet 1977, cité dans BUFFOTOT, *Le socialisme...*, p. 359

²⁵ *Armée nouvelle*, numéro spécial, 1^{er} trimestre 1978, bulletin des conventions pour l'armée nouvelle.



Incidents le 17 mars 1980 à Quimper, en marge d'une manifestation contre la centrale de Plogoff. Collection particulière.

Les ralliements nucléaires des forces politiques de gauche et centristes entre 1974 et 1978 sont donc bien des décisions d'appareil ne présageant en rien d'une acceptation de la part des militants et de l'opinion publique. Lors du vote du comité central, le 11 mai 1977, la direction du PCF inquiète de la réaction des adhérents, prévoit des campagnes internes pour faire accepter la décision et refuse tout débat dans les fédérations à ce propos. Au PS, près de 30 % des militants votent l'amendement antinucléaire lors de la convention nationale de 1978. Surtout, nombre de personnalités qui avaient adopté des positions hostiles à la bombe finissent par les manifester à nouveau, 15 ou 20 ans après. Ainsi, Pierre Bérégovoy auteur avec Gérard Constant d'un texte antinucléaire qui avait été la position du PS entre 1972 et 1978 demande un moratoire sur les essais nucléaires lorsqu'il devient premier ministre en 1992²⁶.

Les structures politiques qui restent dans l'opposition à la bombe ne sont plus alors qu'une nébuleuse de petites formations écologistes et d'extrême-gauche, en particulier le PSU (parti socialiste unifié) dont la candidate à la présidentielle 1981, Huguette Bouchardeau, est la seule à réclamer le démantèlement des forces nucléaires²⁷. Sur le terrain, les activistes hostiles à la réalisation du « plan Messmer » de 1974 d'équipement massif en centrales nucléaires, ne séparent pas le civil et le militaire dans leur protestation. Ils continuent de s'affirmer, notamment sur le site breton du projet de centrale nucléaire à Plogoff, à la veille de la présidentielle de 1981²⁸. Ainsi, l'absence de débat sur le nucléaire militaire, interprété comme un consensus est surtout à comprendre comme la disparition de relais politiques à cette protestation puisque les principales forces politiques de gauche acceptent l'arme atomique.

²⁶ Parti Socialiste, *Changer la vie. Programme de gouvernement du Parti socialiste*, Flammarion, 1972, p. 206.

²⁷ « La campagne officielle radiotélévisée », *Le Monde* du 16 avril 1981. GUILLEREZ Bernard, « Défense à

travers la presse », *Revue de Défense Nationale*, juin 1981, p. 143.

²⁸ TOPCU Sezin, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Seuil, Paris, 2013, pp. 40 ; 62 ; 73 et 116-117.

La sacralisation de la doctrine stratégique dite gaulliste

Surtout, consentir à la bombe c'est une chose, mais accepter la doctrine stratégique qui y est associée en est une autre. Depuis la genèse de la force de frappe, ses concepteurs et premiers théoriciens, les généraux Pierre Gallois, Charles Ailleret, André Beaufre et Lucien Poirier ont mis en place le concept d'une stratégie du « faible au fort » par « le pouvoir égalisateur de l'atome » impliquant une réplique massive en cas de menace sur les « intérêts vitaux » ceux-ci étant, en filigrane, la défense du sanctuaire national. Cette doctrine est matérialisée par écrit dans *Le livre blanc de la défense nationale* de 1972 commandé par le ministre de la défense gaulliste Michel Debré. Elle fait partie, pour les partisans du général de Gaulle, du « temple²⁹ » gaulliste, manifestation de l'indépendance nationale, notamment par l'autonomie de décision.

A la veille de sa victoire de 1981, le PS ne propose que de garder l'arme nucléaire « en état » en attendant un désarmement. Dans sa décision de 1977, le PCF, lui, précise sa doctrine d'une dissuasion « tous azimuts », sans désigner d'adversaire en prenant comme référence une position du général Ailleret chef d'état-major des armées en 1968. Le parti cherche une indépendance de la défense

nationale par attachement au fait national et défiance vis-à-vis de Washington.

A droite, l'unanimité autour de la doctrine gaulliste est loin d'être nette. En juin 1976, le président Giscard d'Estaing lance un pavé dans la mare en signifiant dans son discours à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) une évolution de la posture stratégique vers la participation de la France à une éventuelle « bataille qui sera générale³⁰ » s'éloignant d'une dissuasion pure avec menace de réplique massive. Ce même mois, le général Guy Méry, chef d'état-major des armées avance le concept de « sanctuarisation élargie³¹ ». Il laisse entendre que les « intérêts vitaux » ne seraient pas strictement nationaux et pourraient inclure la défense des alliés. Ces évolutions sèment le trouble dans la majorité parlementaire composée du centre-droit et surtout de gaullistes. Ces derniers protestent face à un glissement atlantiste de la doctrine. Le débat touche alors une sphère politico-militaire à laquelle se mêlent Raymond Aron en soutien aux évolutions et face à lui, les généraux Gallois et Poirier. Celui-ci publie en 1977, son ouvrage *Des stratégies nucléaires* se terminant dans une note de bas de page par une critique de ces inflexions et de leurs contradictions, à savoir prétendre maintenir une dissuasion du faible au fort tout en élargissant le sanctuaire³². Les divergences se manifestent lors du vote de la loi de programmation militaire pour les années 1977 à 1982, en

²⁹ BARRILLON Raymond, « L'éviction de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber confirme les contradictions de la majorité mais satisfait l'UDR. Au conseil des ministres : majorité à électorale à dix-huit ans » *Le Monde*, du 11 juin 1974.

³⁰ Cité dans KROP Pascal, *Les socialistes et l'armée*, PUF, Paris, 1983, p. 85.

³¹ MÉRY Guy, « Une armée pour quoi faire et comment ? », *Revue de Défense Nationale*, juin 1976. Cette notion n'est pas spécifiquement nouvelle et prend ses racines dans l'*extended deterrence* américaine des années 1950 adaptée par Guy Méry à l'analyse stratégique française. Elle précisait la relation de protection, mais aussi de dépendance entre les Etats-Unis et leurs alliés européens. C'est cependant remis en cause en termes de crédibilité, lorsque dans les années 1960, les Etats-Unis voient leur sol vulnérable à des frappes nucléaires soviétiques. Le général Maxwell Taylor la juge

logique car la défense des Européens relève de la survie des Etats-Unis alors que Robert McNamara met en place progressivement la riposte graduée. Très tôt, Henry Kissinger perçoit une perte de crédibilité de l'*extended deterrence* qui explique le développement d'une dissuasion nationale en France. Sur le terrain une garantie étendue peut se traduire en premier lieu par l'usage des armes nucléaires tactiques que Giscard a la maladresse de présenter comme une « super artillerie » devant les auditeurs de l'IHEDN en 1976 : c'est sous-entendre non seulement la participation à la bataille en Europe mais de manière nucléaire tactique et envisager l'échec de la dissuasion, cf. POIRIER Lucien, *Des Stratégies nucléaires*, Éditions Complexe, Paris, 1977, réédition 1988, pp. 252-264.

³² POIRIER Lucien, *Des Stratégies...*, note 35 pp. 392-393.

1976, en raison de baisses d'effectifs prévues et surtout de l'annonce de l'abandon du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE). Pierre Messmer proteste avec nombre de parlementaires gaullistes mais aussi centristes. Le nouveau parti gaulliste créé par Jacques Chirac fin 1976, le rassemblement pour la République (RPR), menace de ne pas voter le budget de la défense 1979 et obtient ainsi la relance du chantier du sous-marin³³. La rupture sur la défense devient durable et aboutit au maximalisme électoral de Jacques Chirac, candidat à la présidence de la République en 1981 contre Giscard d'Estaing : il réclame une force de 15 SNLE.

Au final, la fin de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing aboutit à une sacralisation de la doctrine stratégique dite gaulliste. En effet, sous sa présidence, Charles de Gaulle n'avait manifesté aucune préférence stratégique particulière. La politique menée était assez pragmatique, évolutive selon le contexte et non une doctrine inscrite dans le marbre. Il a ainsi d'abord essayé d'obtenir un directeur à trois de l'OTAN avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, puis tenté de mettre sur pieds une défense européenne avec le plan Fouchet et enfin de débiter ce projet par un noyau franco-allemand avec le traité de l'Élysée de 1963. Par les échecs de ces tentatives et surtout par la volonté des Etats-Unis de faire évoluer l'OTAN vers une doctrine de riposte graduée qui implique un contrôle des forces nucléaires nationales, de Gaulle finit par quitter le commandement intégré. Or, cette décision n'est en rien une rupture : elle n'exclut ni la solidarité avec les alliés ni la coopération militaire y compris en

temps de paix ce qui relativise le « tous azimuts »³⁴. De Gaulle n'avait rien d'un doctrinaire et se méfiait dans le domaine de la stratégie de ceux qu'il qualifiait de « théologiens³⁵ ».

Cependant, dans leur opposition à Giscard, PCF comme gaullistes n'ont cessé de dénoncer un glissement atlantiste du pouvoir avec abandon de la dissuasion nucléaire³⁶. Ceci conduit le président et son gouvernement à devoir régulièrement faire leur profession de foi d'attachement à la doctrine gaulliste et, en politique étrangère, d'afficher une distance tant avec Moscou qu'avec Washington³⁷. Giscard doit ainsi se distancer de la double décision de 1979 mais aussi maintenir un lien avec les Soviétiques y compris après l'invasion de l'Afghanistan. Cette posture due à l'absence de marge de manœuvre lui valut de la part de François Mitterrand, l'accusation de « complaisance » et de relais des demandes de Moscou comme « petit télégraphiste³⁸ ». Alors, que le PS et son premier secrétaire, sans cesse accusés d'être lié au PCF, comprennent la forte hostilité de l'opinion publique contre l'URSS, il leur est facile à partir de 1979 de condamner une menace soviétique contre l'Europe et la paix avec l'installation des SS-20 sans être accusés d'atlantisme. Ce qui commence à être identifié comme un consensus autour d'une politique stratégique et étrangère attribuée à de Gaulle est donc une construction politique de la fin de la présidence Giscard d'Estaing qui finit par paralyser la parole de ce dernier.

³³ ISNARD Jacques, « Le sixième sous-marin nucléaire "l'Inflexible" sera le premier à embarquer le nouveau missile M4 à charges multiples », *Le Monde* du 27 septembre 1978.

³⁴ BOZO Frédéric, *Deux stratégies pour l'Europe. De Gaulle les Etats-Unis et l'Alliance atlantique 1958-1969*, Fondation Charles de Gaulle, Plon, Paris, 1996, pp. 18, 37, 128-129, 140 et 143.

³⁵ Terme utilisé en 1963 dans une lettre adressée à Raymond Aron qui lui adressait un exemplaire de son ouvrage *Le Grand Débat*, cité dans BOZO, *Deux stratégies pour l'Europe*, p. 121.

³⁶ C'est remarquable avec les réactions du RPR au sommet de la Guadeloupe qui prépare la double décision,

« M. Guéna : le gouvernement ne traite pas le RPR comme le groupe le plus important », *Le Monde* du 17 janvier 1979. En ce qui concerne le PCF on peut citer la motion de censure contre la double décision, le 20 décembre 1979, cf. *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, Compte-rendu de la 2^{ème} séance du jeudi 20 décembre 1979.

³⁷ Cf. par exemple « M. Giscard d'Estaing affirme qu'il veut préserver l'indépendance de la dissuasion française », *Le Monde* du 12 janvier 1979.

³⁸ Émission *Cartes sur table*, Antenne 2, 16 mars 1981 citée dans LAURENS Henry, « Je ferai pour la France ce que j'ai fait pour le socialisme », *Le Monde* du 18 mars 1981.

L'échec du mouvement pacifiste français : un pas vers le consensus

Les communistes contraints de soutenir la politique des gouvernements Mauroy

Après sa victoire électorale en 1981, le président Mitterrand propose au PCF de participer à la nouvelle majorité en disposant de quatre ministères. Le parti est très affaibli car les socialistes ont su lui faire porter la responsabilité de la rupture de l'union de la gauche en 1977. La PCF a alors opéré un repli identitaire mettant fin à l'épisode eurocommuniste par son soutien aux Soviétiques, en particulier en Afghanistan, et en estimant que le bilan de l'URSS est « globalement positif³⁹ ». Il s'est attiré une forte hostilité de la deuxième gauche anti autoritaire et autogestionnaire ayant, en partie, rejoint le PS sous la conduite de Michel Rocard en 1974. Ce courant possède des relais médiatiques par la sympathie que leur affichent *Le Nouvel Observateur*, *L'Express* et *Libération*. De plus, les milieux intel-

lectuels séduits par le communisme dans les années 1950 et 1960 s'y montrent désormais hostiles en raison des interventions militaires de l'URSS, de la répression des dissidents et, en France, du soutien que le PCF apporte au grand frère soviétique. Le libéral conservateur Raymond Aron signe la même pétition que d'anciens compagnons de route du PCF, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, pour un boycott des jeux olympiques de Moscou en 1980⁴⁰.

C'est dans ces conditions que le PCF doit accepter d'entrer au gouvernement après un mauvais résultat aux élections législatives de Juin 1981 : les électeurs de gauche préfèrent désormais voter directement pour les candidats socialistes. La participation au gouvernement s'effectue jusqu'en 1984. Les communistes se révèlent être de fidèles partenaires dans les domaines stratégique et nucléaire bien qu'il n'y ait là pas de consensus avec Mitterrand. Ils restent pourtant attachés à la déclaration sur un accord gouvernemental signée avec le PS le 23 juin 1981. Ils y promettent une « solidarité sans faille » au gouvernement. La signature de ce texte implique d'accepter des positions de politique étrangère très différentes des leurs : respect des alliances, équilibre des forces en Europe, soutien aux négociations sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI, euromissiles) sans s'opposer à l'éventuel déploiement des Pershing-2 et des *cruise missiles*⁴¹. Lorsque des divergences émergent, ils clament leur volonté de respecter l'accord de 1981.

Leur fidélité est pourtant souvent mise à l'épreuve. La loi de programmation militaire présentée au parlement en 1983, identifie dans un document annexe les menaces pesant sur la France et pour la première fois, dans un texte destiné à fixer le budget de la défense, le pacte de Varsovie est clairement désigné. Les communistes



Meeting de François MITTERRAND à CAEN lors de la campagne des présidentielles de 1981, 7 April 1981. ©Jacques Paillette

³⁹ « Le PCF s'affirme solidaire des forces en lutte pour le socialisme », *Le Monde* du 7 janvier 1980. MARCHAIS Georges, « les documents préparatoires : une démarche ouverte, une démarche de combat », *L'Humanité* du 13 février 1979.

⁴⁰ ANDERSON Grey, « Les intellectuels français et le débat nucléaire dans les années 1980 », colloque *L'histoire nucléaire de la France. Bilan et perspectives*,

SciencesPo-CERI, 5 mai 2017. « Plusieurs intellectuels français préconisent le boycottage des Jeux de Moscou », *Le Monde* du 24 janvier 1980.

⁴¹ LAZAR Marc, « Les communistes et le pouvoir socialiste », BERSTEIN Serge, MILZA Pierre et BIANCO Jean-Louis (dir.), *François Mitterrand, Les années du changement 1981-1984*, Perrin, Paris, 2001, pp. 710-711.

s'abstiennent sur l'article qui mentionne cette analyse et critiquent la création de la force d'action rapide (FAR) orientée contre l'Est. Ils regrettent que le document ne comporte aucune mention de la « responsabilité américaine dans la course aux armements⁴² ». Ceci va, selon les communistes, contre le principe d'indépendance et de souveraineté, en référence au consensus présumé sur la politique étrangère depuis de Gaulle. Cependant, ils approuvent la totalité des crédits et programmes d'armements contenus dans la loi.

Les divergences sont plus fortes quand se pose la question de quitter la majorité à partir de 1983. Georges Marchais, soutient très indirectement la demande soviétique d'intégrer les forces nucléaires tierces (françaises et britanniques) dans le décompte des forces occidentales pour mener les négociations de Genève sur les FNI. Il souhaite la participation de la France à celles-ci estimant qu'elle y est engagée par sa signature de la déclaration du sommet de Williamsburg, laquelle affiche une solidarité des membres du G7 dans la crise des euromissiles⁴³. En fait, pour ne pas accabler ses partenaires au gouvernement, Marchais dilue la responsabilité française par un souhait de voir l'ensemble des gouvernements européens à la table des négociations. Le secrétaire général adresse un courrier dans ce sens à tous les responsables politiques européens⁴⁴. Maxime Gremetz, en charge de la politique extérieure du PCF fait une tournée européenne à partir de la fin 1983 afin de rencontrer l'ensemble des partis de gauche hostiles à

la double décision de l'OTAN dans le but de faire pression sur leurs gouvernements, mais surtout sur le PS français⁴⁵. C'est sans efficacité, la priorité reste de ne pas brusquer les socialistes sur les questions stratégiques.

Le rôle modérateur du PCF

Cette prudence pendant l'expérience gouvernementale conduit les communistes à se comporter en modérateurs du mouvement pacifiste émergent contre la double décision de l'OTAN. Le PCF et le Mouvement de la paix sont à l'origine de la faiblesse d'une mobilisation qui dépasse à peine la sphère communiste au contraire de ce que l'on peut observer en Europe du Nord et surtout en RFA. Ceci a souvent été expliqué par l'existence d'un consensus français sur la politique étrangère et stratégique, notamment le fait qu'il n'y ait pas de déploiement d'euromissiles en France puisqu'elle assure sa protection par sa propre dissuasion nucléaire hors du commandement intégré⁴⁶. Or, le mouvement est également un échec en Espagne, pays qui adhère à l'OTAN en 1982 mais aussi en Italie⁴⁷. Le premier pays ne connaît pas de déploiement de missiles et le second doit en accueillir en Sicile. L'explication par un consensus français spécifique ne convient donc pas.

La particularité nationale réside plutôt dans l'alliance au pouvoir des communistes et des socialistes. Le PCF laisse Mitterrand soutenir la coalition libérale conservatrice d'Helmut Kohl dans son

⁴² Interview de Louis Baillot, responsable de la commission de défense nationale du PCF, *Correspondance Armée nation*, n°38, Juillet 1983.

⁴³ *Témoignage Chrétien*, 8 août 1983. Archives PS, 70 RI 18, Lettre de Georges Marchais au Président du PS du Luxembourg 15 juin 1983.

⁴⁴ TATU Michel, « La France et les euromissiles », *Le Monde* du 23 juin 1983.

⁴⁵ Archives PS, 70 RI 18, Copie d'une lettre de Jacques Denis du PCF à Martin van Traa (Président du parti du travail des Pays-Bas) pour demander si Gremetz peut lui rendre visite, 16 septembre 1983. Il convient de noter que le PS luxembourgeois a pris soin d'envoyer cette copie au PS français.

⁴⁶ GNESOTTO Nicole, « Concordance et divergences chez les "pacifistes" » *Le Monde* du 21 novembre 1983.

HASSNER Pierre, « Pacifisme et terreur », LELLOUCHE Pierre (dir.), *Pacifisme et dissuasion*, Travaux et recherches de l'IFRI, IFRI, Paris, 1983, pp. 163-165. MOISI Dominique, « Les limites du consensus », LELLOUCHE (dir.), *Pacifisme et dissuasion*, pp. 253 et 256. GUISEL Jean, *Les généraux. Enquête sur le pouvoir militaire en France*, La découverte, Paris, 1990, pp. 203-204.

⁴⁷ MORO Renato, « Against the Euromissiles: Anti-nuclear Movements in 1980s Italy (1979-1984) », BINI Elisabetta et LONDERO Igor (dir.), *Nuclear Italy. An International History of Italian Nuclear Policies during the Cold War*, Edizioni Università di Trieste, Trieste, 2017. ROSSI Sergio et ILARI Virgilio, « Pacifisme à l'italienne », LELLOUCHE (dir.), *Pacifisme et dissuasion*, pp. 141-152.

discours du *Bundestag* le 20 janvier 1983. Le président socialiste y fait un plaidoyer en faveur du déploiement des euromissiles américains alors que la RFA est touchée par la vague pacifiste et ceci à quelques semaines d'élections décisives, voyant le maintien de Kohl au pouvoir. Les communistes approuvent les crédits de la loi de programmation militaire à moins d'un mois d'une grande manifestation pacifiste qu'ils organisent en juin 1983 à Vincennes⁴⁸.

Les rôles sont distribués et la position du PCF est quasi schizophrénique car le bureau politique manifeste pour la paix avec des mots d'ordre œcuméniques très généreux et pas spécifiquement tournés contre les euromissiles, participation gouvernementale oblige. Pendant ce temps, le ministre communiste des transports Charles Fiterman, affirme que « le gouvernement n'acceptera aucune mise en cause des moyens aujourd'hui nécessaires et dont nous disposons pour assurer la sécurité de la France et la défense de ses intérêts vitaux⁴⁹ ». Les discussions de la fin 1983, début 1984 entre les directions des deux partis alliés au gouvernement, sont à ce propos, particulièrement intéressantes. Elles montrent une volonté des communistes de ne pas quitter le gouvernement sur des questions de politiques internationale et de sécurité⁵⁰. Ils souhaitent également afficher la solidarité gouvernementale à travers, par exemple, des initiatives communes sur le désarmement⁵¹. Ceci est un problème pour les socialistes, lesquels ne souhaitent plus s'entendre avec leurs partenaires. Ils ne veulent pas vraiment discuter ni faire

la promotion de positions communes avec le PCF sur ces sujets dans un contexte de crise internationale après les tensions de l'année 1983 marquées par un discrédit total du grand frère soviétique et le début du déploiement des FNI américaines⁵².

Une rencontre entre mobilisation intellectuelle et fermeté de François Mitterrand ?

Il convient également de préciser l'effet dévastateur pour le mouvement pacifiste de la répression menée en Pologne contre le syndicat *Solidarnosc* et plus particulièrement l'inaction du gouvernement français. L'après-midi de l'instauration de l'état de guerre en Pologne, le 13 décembre 1981, Claude Cheysson, ministre des relations extérieures déclare au micro d'Europe 1 « bien entendu, nous n'allons rien faire⁵³ ». L'aveu est certes réaliste, mais brutal et offre l'occasion à l'opposition de droite de dénoncer une attitude timide en raison de l'alliance des socialistes et communistes au gouvernement⁵⁴. Les intellectuels à l'initiative du sociologue Pierre Bourdieu et du philosophe Michel Foucault emboîtent le pas à cette protestation et font publier dans le quotidien *Libération*, une déclaration critiquant l'attitude de *Realpolitik* du gouvernement en rupture avec les obligations de la morale internationale. L'acteur Yves Montand et l'écrivaine Marguerite Duras, apportent leur signature au texte⁵⁵. La deuxième gauche, en particulier la CFDT ainsi que les milieux écologistes soutiennent activement *Solidarnosc* ce qui rend impossible une jonction avec les mouvements pacifistes liés au PCF, lequel souhaite capter la mobilisation à son

⁴⁸ JUQUIN, *De battre mon cœur...*, p. 222. Elle rassemble environ 250 000 personnes essentiellement liées aux milieux communistes.

⁴⁹ JARREAU Patrick, « Les "Cent" se prononcent contre l'installation d'armes nouvelles". Un terrain de mobilisation pour le PCF », *Le Monde* du 21 juin 1983.

⁵⁰ C'est assumé. Georges Marchais fait remonter ce choix aux premières offres d'union de la gauche faites par Maurice Thorez, cf. JUQUIN, *De battre mon cœur...*, p. 449. Lors de la signature du programme commun, Georges Marchais le rappelle au comité central et date cela de 1963, cf. FAJON Étienne, *L'Union est un combat*, Éditions Sociales, Paris, 1975, p. 95.

⁵¹ Archives PS, 70 RI 18, Document de Pascal Boniface résumant la rencontre PCF / PS du 27 avril 1984.

⁵² Notamment les conséquences de la catastrophe du Boeing sud-coréen abattu par l'aviation soviétique le 1^{er} septembre. Déclaration de Lionel JOSPIN dans *PS aujourd'hui* : « vous vous dites d'accord avec nous sur la Pologne et l'Afghanistan. Voilà qui pourrait surprendre. Vérifions » 1^{er} décembre 1983.

⁵³ « Les paroles imprudentes de M. Cheysson », *Le Monde* du 15 décembre 1981.

⁵⁴ LAURENS André, « Certaines personnalités de l'opposition mettent en cause l'alliance du PS et du PC », *Le Monde* du 15 décembre 1981.

⁵⁵ « Les rendez-vous manqués », *Libération* du 15 décembre 1981.

profit. Il y a également une aggravation d'un divorce entre le pouvoir socialiste et l'*intelligentsia* qui avait débuté à l'été 1981 lorsque le nouveau gouvernement avait regretté un « silence des intellectuels » pour soutenir les premières mesures sociales prises⁵⁶.

Une réconciliation devient possible en raison de l'attitude de François Mitterrand en faveur de la double décision de l'OTAN⁵⁷. Ce rapprochement se fait conjointement à la rupture avec le PCF. La présence des socialistes au pouvoir et le soutien de Mitterrand à la double décision contribuent à affaiblir le mouvement pacifiste. Ainsi, au cœur de la période de protestations d'ampleur massive en Europe, la direction du PS ne reçoit que quelques lettres de protestations contre son acceptation de l'arme nucléaire et son soutien à la double décision. Plusieurs de ces lettres sont envoyées par des socialistes français de l'étranger vivant dans des pays où la contestation est forte (des Pays-Bas, notamment)⁵⁸. Les sympathisants et électeurs du PS accordent une priorité au soutien gouvernemental par rapport à leurs réticences sur l'arme nucléaire. Là est aussi l'enjeu de la réconciliation avec les intellectuels.

Ceux-ci, choisissent d'accorder la priorité aux moyens de contrer la menace autoritaire soviétique par rapport à leurs convictions pacifistes. Cornelius Castoriadis, ancien trotskyste anti-stalinien, fait ce choix dans l'ouvrage *Devant la guerre* au printemps 1981⁵⁹. Le 24 novembre 1983, deux jours après l'acceptation par le *Bundestag* du déploiement des Pershings-2 et des *cruise missiles*, le philosophe et

ancien maoïste André Glucksmann publie dans *Libération* une tribune, « Penser la bombe et les SS-20⁶⁰ », dans laquelle il défend la destruction mutuelle assurée (MAD) comme un triomphe pour l'Humanité. Il publie également un ouvrage qu'il présente comme « la première réponse non gouvernementale au discours pacifiste⁶¹ ». Cette position de Glucksmann reçoit l'appui des philosophes André Gorz, Michel Foucault et Bernard-Henri Lévy⁶². En juin 1983, ce monde intellectuel issu de la gauche contestataire, mais rallié à l'antipacifisme participe à une conférence organisée par l'Institut International de Géopolitique de la gaulliste conservatrice Marie-France Garaud en présence de la conseillère en politique étrangère du président Ronald Reagan et ambassadrice à l'ONU, Jeane Kirkpatrick. C'est l'occasion pour le journaliste et ancien maoïste, Serge July, de saluer cette rencontre dans *Libération*, mais aussi la « décripation⁶³ » des dirigeants français après le discours du *Bundestag* et la signature de la déclaration du G7 à Williamsburg.

Serait-ce un signe de consensus également parmi la population française ? Les intellectuels tels André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy savent manifester médiatiquement leur engagement avec un certain talent proche du spectacle. Ceci ne doit pas occulter d'autres personnalités qui partagent l'antitotalitarisme mais qui restent sceptiques voire hostiles à la dissuasion nucléaire comme les philosophes Claude Lefort et Paul Thibaud. Ce dernier, juge dans un éditorial de la revue intellectuelle *Esprit*, la dissuasion nucléaire incompatible avec la démocratie puisqu'il s'agit de « tuer tous les Français pour sauver la France⁶⁴ ». Pierre Lellouche

⁵⁶ BOGGIO Philippe, « Le silence des intellectuels de gauche I. – Victoire à Contretemps », *Le Monde* du 27 juillet 1983. GAYON Vincent, « Jeu critique : la "fin des intellectuels" (1975-1985) », *Le Mouvement social*, n°239, 2012, <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2012-2-page-25.htm>, consulté le 8 septembre 2020.

⁵⁷ Ce n'est pas un soutien plein et entier à la double décision mais la recherche d'une solution équilibrée au « plus bas niveau possible », cf. BOZO Frédéric, « La France, fille aînée de l'Alliance ? La politique atlantique de François Mitterrand 1981-1984 », BERSTEIN, MILZA et BIANCO (dir.), *François Mitterrand, les années du changement...*, pp. 211-212.

⁵⁸ Archives PS, 70 RI 8.

⁵⁹ CASTORIADIS Cornelius, *Devant la guerre. Les réalités*, tome 1, Fayard, Paris, 1981.

⁶⁰ GLUCKSMANN André, « Penser la bombe et les SS 20 », *Libération* du 24 novembre 1983.

⁶¹ GLUCKSMANN André, *La Force du vertige*, Grasset, Paris, 1983.

⁶² ANDERSON, « Les intellectuels français... ».

⁶³ JULY Serge, « Colloque surprise », *Libération* du 7 juin 1983.

⁶⁴ CHALIAND Gérard, LEFORT Claude et THIBAUD Paul, « Du militaire, du stratégique et du politique », *Esprit*, avril 1981.

estime en 1985 qu'il n'y a pas de consensus en France et le prouve dans son ouvrage *L'Avenir de la guerre* par un sondage ayant pour conclusion le fait que la dissuasion est un gigantesque bluff⁶⁵. La majorité des personnes interrogées approuve la détention de l'arme nucléaire par la France mais pas l'éventualité de menacer l'Union soviétique en cas de crise majeure⁶⁶. Ce pari est concrétisé par la confession à laquelle Giscard se livre dans les années 1990 selon laquelle il n'aurait jamais pu utiliser l'arme nucléaire, même en cas avéré d'invasion de la France⁶⁷. Mitterrand s'est toujours refusé de répondre à une telle question car, pour lui, dans la logique de la doctrine française, cette situation ne peut pas se présenter car elle signifierait l'échec de la dissuasion⁶⁸.

Il est ainsi difficile de mesurer les effets sur l'opinion de cette rencontre entre les positions des intellectuels français et le pouvoir socialiste dans le soutien à la double décision de l'OTAN. Il semble surtout que ce qui joue contre les pacifistes, plus que l'acceptation de la dissuasion nucléaire, soit un PCF faible, associé par l'opinion à l'URSS, qui souhaite capter la mobilisation ce qui divise et affaiblit le mouvement hostile à la double décision. Enfin il y a une certaine confiance des électeurs de gauche dans le pouvoir socialiste nouvellement élu c'est-à-dire un facteur Mitterrand en plus du rôle du facteur communiste.

Cet échec du mouvement pacifiste marque un pas vers un assentiment sur les questions stratégiques en France mais n'est pas le fruit d'un consensus. Il est paradoxal que ce soit l'acceptation du déploiement de missiles américains en Europe qui

y contribue : la manifestation d'une solidarité atlantique. En fait, dans les esprits, dissuasion nationale, européenne et Alliance atlantique tendent à se mélanger en un ensemble d'éléments qui servent à contrer la menace soviétique.

La droite, la première cohabitation et la construction effective du consensus

La critique de droite contre l'incompétence de la gauche sur les questions de défense

La politique de défense conduite par Mitterrand est différente de celle de Giscard mais s'inscrit dans une certaine continuité depuis de Gaulle. On pourrait y voir la trace de ce fameux consensus. Le président socialiste confirme les programmes d'armement mais rejette la production de la bombe à neutrons. Le changement s'identifie plutôt avec l'absence de référence à une « sanctuarisation élargie » et, ainsi, un certain retour de la mythique doctrine gaulliste garanti par la présence de Charles Hernu au ministère de la défense jusqu'en 1985⁶⁹. Plusieurs députés de l'opposition de droite en prennent acte et votent les budgets militaires jusqu'à la loi de programmation militaire 1984-1988⁷⁰. Ces crédits achèvent la réalisation de la loi de programmation votée sous la présidence Giscard en 1976.

Pourtant, dans la Psyché de la droite, la gauche a une politique de sécurité faible et reste marquée par l'idéalisme pacifiste. Lors de la campagne électorale de 1981, des auteurs conservateurs de la

⁶⁵ LELLOUCHE Pierre, *L'Avenir...*, pp. 22-24.

⁶⁶ FONTAINE André, « Armes à neutrons et problèmes politiques », *Revue de Défense Nationale*, mars 1982, p. 47. Dans un sondage, 75 % des personnes interrogées préfèrent la négociation en cas de menace soviétique directe contre la France, cf. *Le Figaro* du 23 Novembre 1981 cité dans GUILLEREZ, « Défense à travers la presse », *Revue de Défense Nationale*, juin 1981, p. 143.

⁶⁷ GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le Pouvoir et la vie*, tome II, L'affrontement, Cie 12, Paris, 1991, p. 203.

⁶⁸ FAVIER et MARTIN-ROLAND, tome 2, pp. 642-645. VÉDRINE, *Les mondes...*, pp. 725-729.

⁶⁹ Il démissionne en raison du scandale du *Rainbow Warrior*, lequel ne lui enlève ni la confiance du président ni un certain soutien de l'opinion, confirmation des évolutions de celle-ci depuis l'échec du mouvement pacifiste, cf. SARRAUTE Claude, « J'ai un malaise », *Le Monde* du 8 novembre 1985. « L'intérêt de la France est de poursuivre la politique conduite depuis 1981 », *Le Monde* du 23 novembre 1985.

⁷⁰ Notamment les UDF Emmanuel Hamel et Adrien Zeller, cf. *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, Compte-rendu de la 2^{ème} séance du jeudi 19 mai 1983.

Revue de Défense Nationale, s'étonnent de l'absence de critique de la part de la gauche contre l'arme nucléaire⁷¹. L'opposition pense prendre le pouvoir de gauche en défaut sur les questions de défense et prépare une offensive à l'occasion du vote de la nouvelle loi de programmation militaire en 1983. RPR et UDF évoquent dans la presse leur rejet de celle-ci avant même que ses contours ne soient connus, dénoncent des budgets inadaptés aux ambitions exagérées et le député UDF Jean-Marie Daillet prépare un contre-projet⁷². Quand le projet de loi est rendu public, le document du député centriste, publié la veille, en est très proche⁷³. La déconvenue est sévère.

Le débat principal ne peut pas porter sur la doctrine puisque, seules quelques évolutions sont critiquées soit dans le sens d'un trop fort atlantisme soit dans celui de l'absence de solidarité avec les alliés. Les programmes d'armement proposés par la loi continuent ceux des précédentes années. La droite ne peut donc pas, non plus, les dénoncer. Les divergences sont avant tout sur des questions budgétaires secondaires. L'opposition souhaite également mettre à l'épreuve la solidarité gouvernementale en montrant que le PCF ne voterait pas la loi par son caractère affirmé contre l'Est⁷⁴. Beaucoup de critiques reprochent une réduction des forces françaises en RFA et donc un manque de solidarité avec les Allemands pouvant les pousser au neutralisme. Ainsi, la défense de l'Allemagne fédérale s'ancre comme un objet de débat politique⁷⁵.

Le problème de l'opposition est, que l'ensemble des critiques apportées est incohérent. Le débat réel est à l'intérieur de la droite, caché dans les arguments divers, variés et contradictoires lâchés contre le projet socialiste, si bien que certains députés comme l'UDF Jean-Guy Béranger et le RPR

François Fillon manifestent leur intérêt pour le contenu de la loi de programmation. Celle-ci fait habilement et clairement référence aux théories du général Lucien Poirier, l'un des concepteurs de la doctrine dite gaulliste, il soutient le projet de loi⁷⁶.

François Mitterrand défend ses prérogatives lors de la cohabitation grâce à la coopération franco-allemande

François Mitterrand perd sa majorité parlementaire à l'occasion des élections législatives de 1986. Il doit nommer un gouvernement de coalition entre les deux grandes forces de droite. Le chef du RPR et candidat à la présidentielle 1988, Jacques Chirac, devient premier ministre face à un président socialiste convoitant un second mandat, c'est la cohabitation. Avant sa mise en œuvre, Mitterrand prépare son repli sur les questions internationales et de sécurité dans ses *Réflexions sur la politique extérieure de la France*⁷⁷. Par la constitution de la V^{ème} République, il détient d'importantes responsabilités dans ces domaines en tant que « garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités » mais aussi « chef des armées⁷⁸ ». Il utilise clairement ses prérogatives dans ces domaines pour préparer sa victoire électorale à la présidentielle de 1988. La relation stratégique privilégiée, alors en construction, avec la RFA illustre bien ce combat pour la prééminence et la construction d'un consensus sur la politique étrangère et de sécurité autour de sa personne. Mitterrand sait conserver et utiliser les liens établis avec Kohl et la coalition libérale conservatrice au pouvoir en Allemagne fédérale depuis le discours du *Bundestag* en 1983.

Les divergences de l'exécutif français se manifestent sur plusieurs points. RPR et UDF convertis

⁷¹ GUILLEREZ Bernard, « Défense à travers la presse », *Revue de Défense Nationale*, janvier 1981, p.150.

⁷² Union pour la Démocratie Française, parti de centre-droit créé par Giscard d'Estaing en 1978.

⁷³ AMAUDRIC Pascale, « Financement du plan militaire : Hernu s'engage », *Libération*, 20 Mai 1983.

⁷⁴ *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, Compte-rendu du 19 mai 1983, interventions de Jean-Marie Daillet et Emmanuel Hamel.

⁷⁵ *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, Compte-rendu du 19 mai 1983, interventions de Jean-Marie Daillet, François Fillon, Lucien Richard et Georges Mesmin.

⁷⁶ Critias, « Le flou, quel flou ? », *Le Monde* du 5 mai 1983.

⁷⁷ MITTERRAND François, *Réflexions sur la politique extérieure de la France, Introduction à vingt-cinq discours (1981-1985)*, Fayard, 1986.

⁷⁸ Articles 5 et 15 de la constitution du 4 octobre 1958.

au modèle reaganien à partir de 1983 souhaitent une participation française à l'initiative de défense stratégique (IDS). C'est cependant enterré dès le début de la législature en raison du refus de Mitterrand assorti d'une menace de référendum, mais aussi de la prise de conscience à droite de son infaisabilité technologique⁷⁹. Un problème plus délicat concerne les différences de vues sur les propositions de désarmement que Gorbatchev avance au sommet de Reykjavik en 1986. Le premier ministre Chirac et surtout, le ministre de la défense, André Giraud, rejettent la perspective d'une dénucléarisation de l'Europe craignant de voir l'Ouest seul face aux forces conventionnelles du pacte de Varsovie. Beaucoup de gouvernements européens, en particulier les Britanniques et les Allemands sont sur cette position. C'est Roland Dumas, proche de Mitterrand et ancien ministre des affaires étrangères qui, à la demande du ministre allemand Hans-Dietrich Genscher, convainc Kohl d'accepter la seconde option zéro, le démantèlement des armes nucléaires de courte portée, le 1^{er} juin 1987. Ceci montre un jeu, politique trouble où la relation franco-allemande est utilisée pour obtenir des résultats politiques intérieurs favorables. De toute manière, côté français il y avait une nette volonté de manifester l'ancrage franco-allemand afin de conjurer une dérive neutraliste en échange de la réunification. Ce risque est encore réel malgré l'affaiblissement du mouvement pacifiste selon certains députés CDU, ce qui conduit à pousser encore plus la relation stratégique avec Bonn⁸⁰.

Kohl est préoccupé par la perspective d'un éventuel retrait de la protection américaine. Pour s'en prémunir, il propose à Mitterrand lors du som-

met du G7 à Venise en juin 1987 la création d'une brigade franco-allemande⁸¹. Du 17 au 24 septembre 1987, se tient un grand exercice militaire « moineau hardi » en Bavière incluant la *Bundeswehr* et la FAR dont la création matérialise la solidarité entre la France et ses alliés européens, surtout la RFA, par des capacités d'intervention à l'Est sous le seuil nucléaire. Les 55 000 participants à la manœuvre sont la preuve physique du développement de la coopération stratégique franco-allemande. Mitterrand et Kohl se rendent sur place et dans une conférence de presse commune, le chancelier laisse le président français annoncer une réflexion sur la création d'un conseil franco-allemand de défense⁸². Ces évolutions sont d'abord discutées entre l'Élysée et la chancellerie⁸³, puis entre Mitterrand et Chirac, révélant la prééminence constitutionnelle de Mitterrand et sa victoire politique sur les ambitions de Chirac.

Pour le vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Élysée, le 22 janvier 1988, la brigade commune ainsi que le conseil de défense et de sécurité sont officiellement créés⁸⁴. Ce dernier s'accompagne d'un conseil économique et financier. La création de ces conseils montre le problème politique qui se pose avec Chirac car il critique la relation spéciale établie entre l'Élysée et la chancellerie. Il le manifeste en tardant à donner son avis sur la création des deux nouveaux conseils en septembre 1987 (deux semaines). Mitterrand n'apprécie pas non plus les contacts établis par Chirac avec Kohl, si bien que Horst Teltschik, conseiller du chancelier, doit assurer l'Élysée que les discussions qui avaient lieu avec Matignon ne portent pas sur les questions stratégiques⁸⁵.

⁷⁹ CHAPUT Paul, *La France face à l'Initiative de Défense Stratégique de Ronald Reagan (1983-1986)*, L'Harmattan, 2014, Paris, p. 189. Archives diplomatiques Nantes, 865 3 11 10, projet d'exposé du ministre de la défense devant la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, le 15 mai 1986. cf. également 867 3 11 30, note « L'espace et les intérêts de sécurité français », reçue par la représentation permanente auprès de l'OTAN le 10 juin 1986.

⁸⁰ FAVIER Pierre et MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand*, tome 2 « Les épreuves », Seuil, Paris, 1991, pp. 648, 652. BOZO Frédéric, *Mitterrand, la*

fin de la guerre froide et l'unification allemande, de Yalta à Maastricht, Odile Jacob, Paris, 2005, p. 50. Archives diplomatiques, 874 3 12 33, rencontre de la majorité avec Alfred Dregger, 14 mai 1987.

⁸¹ ATTALI, *Verbatim II*, p. 337.

⁸² Conférence de presse du 24 septembre 1987, citée dans SAUNIER et VIAL (dir.), *La France et sa défense...*, pp. 327-334.

⁸³ ATTALI, *Verbatim II*, p. 365.

⁸⁴ ATTALI, *Verbatim II*, p. 445.

⁸⁵ ATTALI, *Verbatim II*, pp. 387-390.

Au niveau parlementaire, les députés des majorités conservatrices française et allemande nuancent l'image d'une relation exclusive entre Kohl et Mitterrand. Une délégation de la CDU conduite par Alfred Dregger se réjouit dans une rencontre avec François Fillon, Pierre Méhaignerie et Jean Lecanuet des positions favorables à l'OTAN que la majorité parlementaire française défend contrairement à Mitterrand. Il est même question de la possibilité d'une prise de créneau sur le rideau de fer, c'est-à-dire une participation automatique à la bataille européenne en cas d'agression soviétique sous le seuil nucléaire⁸⁶. Voilà une position bien différente de la doctrine attribuée à de Gaulle montrant qu'il n'y a pas de vache sacrée du consensus. De toute manière, le combat de la droite est politiquement et symboliquement perdu car c'est Mitterrand qui apparaît sur les photos au contact de Kohl. L'entente stratégique entre eux est visible au point que Willy Brandt, président du SPD, reproche à Mitterrand un support électoral par sa visite à Kohl dans le Bade Württemberg, quelques jours avant les élections au parlement du *Land* en mars 1988⁸⁷.

Le « gaullo-mitterrandisme » face aux divisions de la droite

Non seulement Mitterrand utilise les questions stratégiques pour manifester sa prééminence dans l'exécutif, mais il en use également pour mettre en lumière les divisions de la droite et ainsi se poser en président garant de la doctrine stratégique. Pour

cela, il n'hésite pas à multiplier ses déplacements sur des sites rappelant sa prééminence nucléaire : au commandement des forces aériennes stratégiques (FAS) à Taverny le 2 décembre 1986, sur le plateau d'Albion où se situent les missiles stratégiques sol-sol le 3 février 1987. C'est pendant la cohabitation que Mitterrand se fait l'architecte du consensus dont la naissance est plus tardive que ce que croyaient avoir identifié les observateurs des années 1970 puis 1980, c'est-à-dire lors de sa réélection en 1988 sur le thème de la « France unie ».

Pour les élections législatives de 1986, le RPR et l'UDF ont rédigé une plate-forme commune pour gouverner dans laquelle il y a des ouvertures vers l'OTAN, l'approbation de l'IDS et une possible acceptation de l'éventualité d'une bataille européenne⁸⁸. Ceci est, bien sûr, en opposition avec la mythique doctrine attribuée à de Gaulle. Régis Debray, conseiller de Mitterrand entre 1981 et 1985, identifie dès 1984 une inversion des postures entre un président socialiste rallié à celle-ci et une droite, dont le RPR est devenu atlantiste⁸⁹. Mitterrand n'a qu'à se placer dans la continuité de son positionnement stratégique depuis 1979 pour s'opposer aux évolutions souhaitées par la droite. Son conseiller diplomatique, Hubert Védrine évoque un « gaullo-mitterrandisme⁹⁰ ». Le président se pose en défenseur d'une doctrine réputée gaulliste mais aussi d'une pratique institutionnelle tout aussi marquée par l'héritage du général : il est chef des armées et président du conseil de défense,

⁸⁶ Archives diplomatiques, 874 3 12 33, rencontre de la majorité avec Alfred Dregger, 14 mai 1987.

⁸⁷ WIEGREFFE Klaus, « Notizen im Nachlass: Was Brandt über Mitterrand dachte - und lieber verschwieg », 9 février 2013, <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/notizen-aus-dem-nachlass-von-willy-brandt-kritik-an-mitterrand-a-882242.html>, consulté le 9 septembre 2020.

⁸⁸ RPR et UDF, « Plate-forme commune pour gouverner ensemble », 16 janvier 1986, <https://www.vie-publique.fr/discours/130106-plate-forme-commune-du-rpr-et-de-ludf-intitulee-plate-forme-pour-gouve>, consulté le 8 septembre 2020.

⁸⁹ DEBRAY Régis, *La Puissance et les rêves*, Gallimard, Paris, 1984, p. 161. Cinq ans plus tard, il fait cependant évoluer son analyse en reprenant la classification de la droite chère à René Rémond : la droite « bonapartiste »

du RPR a renié ses « options gauliennes » pour rallier la droite « orléaniste » de l'UDF et la gauche française conquise au « capitalisme libéral, se rallie aussi à la règle du jeu atlantique », cf. DEBRAY Régis, *Tous azimuts*, Odile Jacob, Paris, 1989, p. 124.

⁹⁰ VÉDRINE Hubert, *Les mondes...*, p. 734. Justin Vaïsse a critiqué en 2017 ce concept car, il n'y a pas, selon lui, de continuité de la politique étrangère depuis de Gaulle. Il prend pour exemple le refus de l'intégration du Royaume-Uni dans la communauté européenne et l'élection du parlement européen au suffrage universel. Cela n'entame en rien notre démonstration car, ce qui compte ici, c'est l'affichage d'une continuité dans le but de l'exploiter politiquement. Cf. VAISSE Justin, « Le passé d'un oxymore. Le débat français de politique étrangère », *Esprit*, novembre 2017.

dans lequel sont prises les décisions dans ce domaine. Il peut donc s'opposer aux inflexions stratégiques de la droite. Les propositions de Giraud dans les conseils de défense tenus en 1986 sont rejetées et Mitterrand critique le discours de Chirac à l'IHEDN prononcé le 12 septembre 1986, lequel reprend les grandes lignes de la plate-forme UDF-RPR⁹¹. Chirac doit s'incliner en tant que futur candidat à l'Élysée et gaulliste affiché : il ne peut contester la prééminence présidentielle même si André Giraud maintient ses divergences stratégiques jusqu'en 1988⁹².

Ainsi, le problème de la droite est l'existence d'un débat stratégique en son sein. Ceci est exacerbé par la présentation de deux candidats à la présidentielle 1988, Jacques Chirac pour le RPR et Raymond Barre avec le soutien de la majorité de l'UDF. Pour compliquer le tout, Valéry Giscard d'Estaing, lors de la campagne électorale, exprime à deux reprises des positions très proches de celles de Mitterrand en ce qui concerne les négociations FNI. Ceci se fait en totale contradiction avec Raymond Barre, du même parti⁹³! Le RPR Pierre Lellouche doit même protester dans la presse pour éviter une association des candidats de droite au programme du président⁹⁴. Le PS est également mis à contribution à la mise en valeur de sa volonté de consensus. Ainsi, contrairement à la droite lorsqu'elle était dans l'opposition en 1983, les socialistes ne s'opposent pas aux budgets de la défense et approuvent la nouvelle loi de programmation militaire votée en 1987. Pourtant, cette loi est une attaque de la majorité contre l'opposition socialiste puisqu'elle annule avant son terme la loi précédente, sous-entendant une incapacité ges-

tionnaire des socialistes. Jacques Chirac célèbre officiellement un consensus, mais le regrette dans quelques paroles car il estime possible de relancer le procès en incompétence et en naïveté des socialistes sur les questions de défense. Il ouvre la discussion du texte à l'Assemblée nationale en déclarant : « Le débat qui nous rassemble aujourd'hui – quand je dis “rassemble”, n'exagérons rien !⁹⁵ ».

Au final, François Mitterrand remporte largement l'élection présidentielle le 8 mai 1988 sur le thème de la « France unie ». Dans sa déclaration télévisée de candidature, le 22 mars, il accuse ses opposants de droite de se comporter comme des « clans ou des bandes⁹⁶ » dans une stratégie délibérée de mise en lumière de leurs divisions⁹⁷. Les images de ses prises de position sur les questions de défense et de relations internationales sont abondamment utilisées lors de la campagne électorale : conférence de presse lors de la manœuvre « moineau hardi », interview depuis la passerelle du porte-avion *Clémenceau* en opération dans le golfe Persique le 23 décembre 1987. Les dernières images de son spot électoral montrent, à la fin, le président au contact de ses homologues et surtout avec Helmut Kohl, juste avant l'affichage du slogan, « la France unie ».

⁹¹ CHIRAC Jacques, « La politique de défense de la France », *Revue de Défense Nationale*, Novembre 1986. MITTERRAND François, conférence de presse au camp militaire de Caylus, 13 octobre 1986 citée dans SAUNIER et VIAL (dir.), *La France et sa défense...*, pp. 245-255.

⁹² FAVIER et MARTIN-ROLAND, tome 2, pp. 632-658.

⁹³ Raymond Barre dispose de son soutien sans en être adhérent.

⁹⁴ Interviews dans *Paris-Match*, 29 avril 1987 et dans *Le Monde*, 23 septembre 1987. Archives nationales, AG 5 (4) CD117, Note d'Hubert Védrine à Mitterrand, 1^{er} octobre 1987.

⁹⁵ *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, Compte-rendu de la 1^{ère} séance du mercredi 8 avril 1987, intervention de Jacques Chirac.

⁹⁶ Déclaration de candidature au journal télévisé d'Antenne 2, le 22 mars 1988, <https://fresques.ina.fr/mitterrand/fiche-media/Mitter00044/declaration-de-candidature-a-la-presidentielle.html>, consulté le 8 septembre 2020.

⁹⁷ Archives nationales, AG 5(4) CD 117 dossier 1 RFA droite, 1987. C'est un dossier entier sur les contradictions de la droite dans le domaine de la politique de défense.

Conclusion

Les choix nucléaires des partis politiques français aboutissent dans les années 1980 à une quasi-disparition de la contestation contre le nucléaire militaire faute de relais politiques à celle-ci. L'absence de protestation est interprétée à partir de la campagne présidentielle de 1981 comme un consensus auquel contribuent les prises de position des intellectuels, en particulier ceux de la deuxième gauche. Les procès en dérive atlantiste que reçoit Giscard achèvent de construire l'image d'une doctrine nationale dite gaulliste attachée à la dissuasion et quasi neutraliste qui ferait l'unanimité. Il est cependant bien difficile d'attribuer à des décisions d'appareils à visée électorale la mise en place d'un consensus selon la maxime « qui ne dit mot, consent ». Les oppositions à gauche demeurent. La population ne perçoit pas les implications stratégiques d'une acceptation de la dissuasion du « faible au fort », c'est-à-dire un éventuel chantage nucléaire face à une menace soviétique.

Si la gauche se rallie à la dissuasion nucléaire c'est d'abord par le choix communiste de privilégier ses options de politique intérieure, l'union de la

gauche puis le soutien au gouvernement entre 1981 et 1984 plutôt que ses orientations pacifistes et philosoviétiques. Mitterrand et le parti socialiste voient dans l'acceptation de la dissuasion nucléaire un passage obligé pour gouverner mais qui a conquis dès les années 1950 plusieurs dirigeants de la gauche non communiste.

Après 1981, le débat stratégique demeure vivant en raison du mouvement pacifiste européen et d'une opposition de droite au président Mitterrand espérant prouver l'incapacité de la gauche dans ces domaines. L'échec du mouvement pacifiste mais aussi des offensives de la droite en particulier pour réorienter la doctrine stratégique dans un sens plus atlantiste et tourné vers la bataille lors de la cohabitation de 1986-1988 offre à Mitterrand la possibilité de se poser en garant de la continuité d'un consensus désormais réellement effectif avec sa réélection sur le thème de la « France unie ».

Bibliographie

Ouvrages

- AACHEAr, *La dissuasion française*, La documentation française / PUF, Paris, 2017.
- BELOT Robert, *L'Atome et la France. Aux origines de la technoscience française*, Odile Jacob, Paris, 2015.
- BERSTEIN Serge, MILZA Pierre et BIANCO Jean-Louis (dir.), *François Mitterrand, Les années du changement 1981-1984*, Perrin, Paris, 2001.
- BOZO Frédéric, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Masson, Paris, 1991.
- BOZO Frédéric, *Deux stratégies pour l'Europe. De Gaulle les Etats-Unis et l'Alliance atlantique 1958-1969*, Fondation Charles de Gaulle, Plon, Paris, 1996.
- BOZO Frédéric, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande, de Yalta à Maastricht*, Odile Jacob, Paris, 2005.
- BUFFOTOT Patrice, *Le socialisme français et la guerre*, Bruylant, Bruxelles, 1998.
- CHAPUT Paul, *La France face à l'Initiative de Défense Stratégique de Ronald Reagan (1983-1986)*, L'Harmattan, 2014, Paris.
- FAVIER Pierre et MARTIN-ROLAND Michel, *La décennie Mitterrand, tome 2 « Les épreuves »*, Seuil, Paris, 1991.
- FULLA Mathieu, *Les Socialistes français et l'économie (1944-1981)*, Presses de Sciences Po, Paris, 2016.
- GOLDSTEIN Avery, *Deterrence and Security in the 21st century. China, Britain, France, and the enduring legacy of a nuclear revolution*, Stanford University Press, Stanford, 2000.
- GUISNEL Jean, *Les généraux. Enquête sur le pouvoir militaire en France*, La découverte, Paris, 1990.
- KROP Pascal, *Les socialistes et l'armée*, PUF, Paris, 1983.
- LE DRIAN Jean-Yves et VÉDRINE Hubert, *François Mitterrand et la défense*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2017.
- LELLOUCHE Pierre (dir.), *Pacifisme et dissuasion*, Travaux et recherches de l'IFRI, IFRI, Paris, 1983.
- LELLOUCHE Pierre, *L'Avenir de la guerre*, Mazarine, Paris, 1985.
- MONGIN Dominique, *La Bombe atomique française 1945-1958*, Bruylant, Bruxelles, 1997.
- MORO Renato, « Against the Euromissiles : Anti-nuclear Movements in 1980s Italy (1979-1984) », BINI Elisabetta et LONDERO Igor (dir.), *Nuclear Italy. An International History of Italian Nuclear Policies during the Cold War*, Edizioni Università di Trieste, Trieste, 2017.
- POIRIER Lucien, *Des Stratégies nucléaires*, Éditions Complexe, Paris, 1977, réédition 1988.
- SAUNIER Georges et VIAL Philippe (dir.), *La France et sa défense. Paroles publiques d'un président – 1981-1995*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2015.
- TERTRAIS Bruno et GUISEL Jean, *Le Président et la bombe*, Odile Jacob, Paris, 2016.
- TOPCU Sezin, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Seuil, Paris, 2013.
- WINOCK Michel, *François Mitterrand*, Folio histoire, Paris, 2015.

Articles, chapitres d'ouvrages, communications

- ANDERSON Grey, « Les intellectuels français et le débat nucléaire dans les années 1980 », colloque L'histoire nucléaire de la France. Bilan et perspectives, SciencesPo-CERI, 5 mai 2017.
- BOUREILLE Patrick, « La communication de l'exécutif français autour de l'outil de dissuasion 1945-2015 », *Stratégique*, n°118, 2018.
- DEPORTE A. W., « French security Policy in Its Domestic and International Settings », LE PRESTRE Philippe G., *French Security Policy in a Disarming World*, Lynne Rienner Publishers, Boulder and London, 1989.

- GAYON Vincent, « Jeu critique : la "fin des intellectuels" (1975-1985) », *Le Mouvement social*, n°239, 2012, <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2012-2-page-25.htm> .
- HAUPAIS Nicolas, « Introduction », HAUPAIS Nicolas (dir.), *La France et l'arme nucléaire* éditions du CNRS, Paris, 2018.
- KLEIN Jean, « La gauche française et les problèmes de défense », *Politique étrangère*, n°5, 1978.
- VAISSE Justin, « Le passé d'une oxymore. Le débat français de politique étrangère », *Esprit*, novembre 2017.
- WIEGREFE Klaus, « Notizen im Nachlass: Was Brandt über Mitterrand dachte - und lieber verschwieg », 9 février 2013, <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/notizen-aus-dem-nachlass-von-willy-brandt-kritik-an-mitterrand-a-882242.html> .

Sources

Journal Officiel, débats à l'Assemblée nationale

- Compte-rendu de la 1^{ère} séance du jeudi 3 juillet 1952.
- Compte-rendu de la 2^{ème} séance du mardi 25 mai 1976.
- Compte-rendu de la 2^{ème} séance du jeudi 20 décembre 1979.
- Comptes-rendus de la 1^{ère} et de la 2^{ème} séance du jeudi 19 mai 1983.
- Compte-rendu de la 1^{ère} séance du mercredi 8 avril 1987.

Articles par périodique et par date de parution

- CHALIAND Gérard, LEFORT Claude et THIBAUD Paul, « Du militaire, du stratégique et du politique », *Esprit*, avril 1981.
- « Les expériences nucléaires soviétiques provoquent une crise au Mouvement de la paix », *Le Monde* du 10 octobre 1961.
- « La politique militaire française est maintenant irréversible écrit M. Messmer », *Le Monde* du 28 février 1968.
- HERNU Charles, « Une question de fond au-delà d'un programme de législature », *Le Monde* du 21 juillet 1973.
- BARRILLON Raymond, « L'éviction de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber confirme les contradictions de la majorité mais satisfait l'UDR. Au conseil des ministres : majorité à électorale à dix-huit ans » *Le Monde*, du 11 juin 1974.
- ISNARD Jacques, « Le sixième sous-marin nucléaire "l'Inflexible" sera le premier à embarquer le nouveau missile M4 à charges multiples », *Le Monde* du 27 septembre 1978.
- « M. Giscard d'Estaing affirme qu'il veut préserver l'indépendance de la dissuasion française », *Le Monde* du 12 janvier 1979.
- « M. Guéna : le gouvernement ne traite pas le RPR comme le groupe le plus important », *Le Monde* du 17 janvier 1979.
- « Le PCF s'affirme solidaire des forces en lutte pour le socialisme », *Le Monde* du 7 janvier 1980.
- « Plusieurs intellectuels français préconisent le boycottage des Jeux de Moscou », *Le Monde* du 24 janvier 1980.
- LAURENS Henry, « Je ferai pour la France ce que j'ai fait pour le socialisme », *Le Monde* du 18 mars 1981.
- « La campagne officielle radiotélévisée », *Le Monde* du 16 avril 1981.
- « Les paroles imprudentes de M. Cheysson », *Le Monde* du 15 décembre 1981.
- LAURENS André, « Certaines personnalités de l'opposition mettent en cause l'alliance du PS et du PC », *Le Monde* du 15 décembre 1981.
- Critias, « Le flou, quel flou ? », *Le Monde* du 5 mai 1983.

JARREAU Patrick, « Les "Cent" se prononcent contre l'installation d'"armes nouvelles". Un terrain de mobilisation pour le PCF », *Le Monde* du 21 juin 1983.

TATU Michel, « La France et les euromissiles », *Le Monde* du 23 juin 1983.

BOGGIO Philippe, « Le silence des intellectuels de gauche I. – Victoire à Contretemps », *Le Monde* du 27 juillet 1983.

GNESOTTO Nicole, « Concordance et divergences chez les "pacifistes" » *Le Monde* du 21 novembre 1983.

SARRAUTE Claude, « J'ai un malaise », *Le Monde* du 8 novembre 1985.

« L'intérêt de la France est de poursuivre la politique conduite depuis 1981 », *Le Monde* du 23 novembre 1985.

MARCHAIS Georges, « les documents préparatoires : une démarche ouverte, une démarche de combat », *L'Humanité* du 13 février 1979.

« Les rendez-vous manqués », *Libération* du 15 décembre 1981.

AMAUDRIC Pascale, « Financement du plan militaire : Hernu s'engage », *Libération*, 20 Mai 1983.

JULY Serge, « Colloque surprise », *Libération* du 7 juin 1983.

GLUCKSMANN André, « Penser la bombe et les SS 20 », *Libération* du 24 novembre 1983.

Témoignage Chrétien, 8 août 1983.

MÉRY Guy, « une armée pour quoi faire et comment ? », *Revue de Défense Nationale*, juin 1976.

GUILLEREZ Bernard, « Défense à travers la presse », *Revue de Défense Nationale*, janvier 1981.

GUILLEREZ Bernard, « Défense à travers la presse », *Revue de Défense Nationale*, juin 1981.

FONTAINE André, « Armes à neutrons et problèmes politiques », *Revue de Défense Nationale*, mars 1982.

CHIRAC Jacques, « La politique de défense de la France », *Revue de Défense Nationale*, Novembre 1986.

Bulletins

Armée nouvelle, numéro spécial, 1^{er} trimestre 1978.

Correspondance Armée nation, n°38, Juillet 1983.

PS aujourd'hui, 1^{er} décembre 1983.

Archives nationales, archives présidentielles, François Mitterrand

AG 5 (4) CD 117, Dossier 1, Cellule diplomatique, RFA droite, 1987.

Archives diplomatiques, Nantes, Représentation permanente auprès de l'OTAN

865 3 11 10, politique régionale, France, 1980-1987.

867 3 11 30, politique régionale, France, politique étrangère, 1980-1986.

874 3 12 33, politique régionale, Allemagne, France RFA, 1980-1987.

Archives du PCF

4 AV 580, intervention d'André Vieuguet, comité central du 6 novembre 1964 à Bagnolet.

4 AV 2254 intervention de Pierre Juquin, comité central du 11 mai 1977, colonel Fabien.

4 AV 2255 interventions de Louis Baillot, René Andrieu et Georges Valbon, comité central du 11 mai 1977, colonel Fabien.

Archives du PS

70 RI 8, Courriers pacifistes 1983.

70 RI 18, Secrétariat aux relations internationales, désarmement PS-PC.

Mémoires, témoignages, documents imprimés

ATTALI Jacques, *Verbatim II*, Fayard, Paris, 1995.

CASTORIADIS Cornelius, *Devant la guerre. Les réalités*, tome 1, Fayard, Paris, 1981.

DEBRAY Régis, *La Puissance et les rêves*, Gallimard, Paris, 1984.

DEBRAY Régis, *Tous azimuts*, Odile Jacob, Paris, 1989.

FAJON Étienne, *L'Union est un combat*, Éditions Sociales, Paris, 1975.

GLUCKSMANN André, *La Force du vertige*, Grasset, Paris, 1983.

HERNU Charles, *Soldat-citoyen, essai sur la défense de la France*, La rose au poing, Flammarion, Paris, 1975.

JUQUIN Pierre, *De battre mon cœur n'a jamais cessé. Mémoires*, l'Archipel, Paris, 2006.

KANAPA Jean, *Défense nationale, indépendance, paix et désarmement*, Rapport au comité central du 11 mai 1977, PCF, 1977.

MITTERRAND François, *Réflexions sur la politique extérieure de la France, Introduction à vingt-cinq discours (1981-1985)*, Fayard, 1986.

Parti Socialiste, *Changer la vie. Programme de gouvernement du Parti socialiste*, Flammarion, 1972.

PCF et PS, *Programme commun de gouvernement du parti communiste et du parti socialiste*, Éditions Sociales, Paris, 1972.

VÉDRINE Hubert, *Les mondes de François Mitterrand*, Fayard, Paris, 1996.



Contact : iesd.contact@gmail.com

Site : <https://iesd.univ-lyon3.fr/>

IESD – Faculté de droit
Université Jean Moulin – Lyon III
1C avenue des Frères Lumière – CS 78242
69372 LYON CEDEX 08